

22 février 2026



Léo Ghnassia

Les conflits en mer de Chine méridionale



Image: Navires en mer de Chine méridionale¹³

La mer de Chine méridionale se situe en Asie du Sud-Est, au sud de la Chine et au milieu de nombreux pays, tels que le Vietnam, l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie ou encore le Brunei (voir carte en page 2¹). Mais depuis plusieurs années, cette mer est la scène de tensions géopolitiques majeures dans la région.

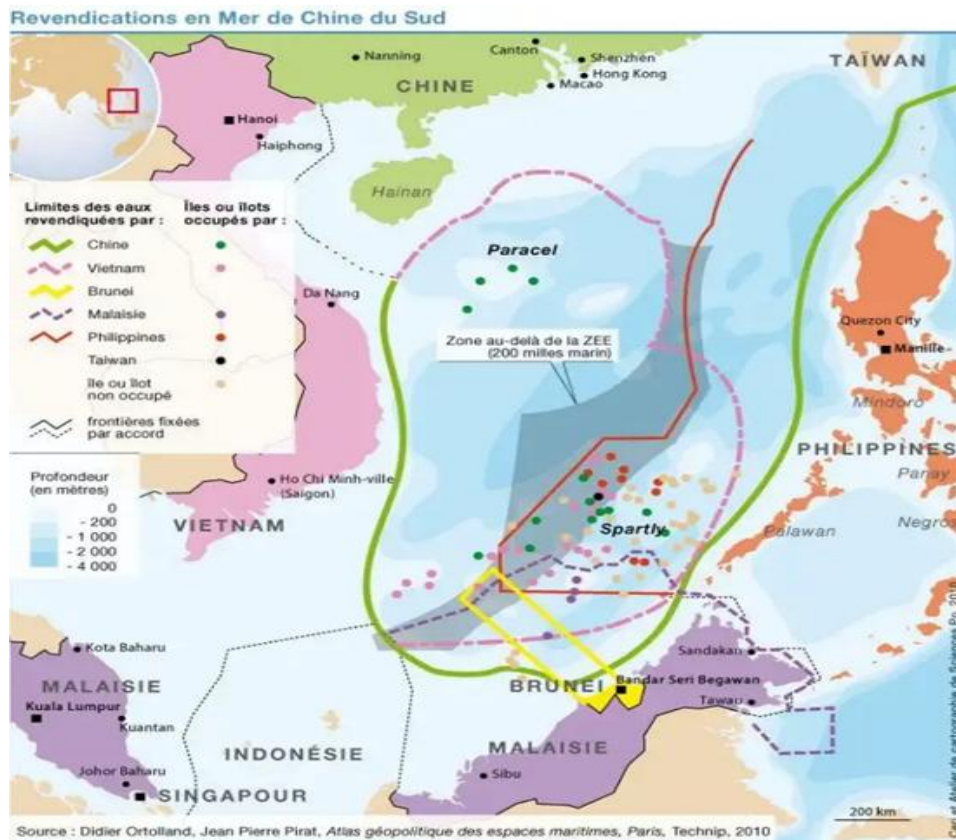
En effet, cette mer attire de nombreux pays, pour de nombreuses raisons. Premièrement, elle est située à un emplacement géographique stratégique. Les Nations-Unies estiment qu'environ un tiers des exportations mondiales transite par cette mer² ce qui en fait une artère majeure du commerce international, reliant l'océan Indien à l'océan pacifique³.

Mais la raison principale qui pousse ces pays côtiers à se disputer cette mer concerne les richesses qu'elle renferme. Selon les estimations, environ 12% des réserves mondiales de pêches se trouvent dans cette mer, ainsi que 5 000 milliards de mètres cubes de gaz naturel et d'un minimum de 11

milliards de barils de pétrole⁴. De plus, la Chine a annoncé avoir découvert un gisement d'environ 100 milliards de mètres cubes de gaz naturel en août 2023. Ce gisement se situerait au beau milieu des revendications chinoises⁵.

Plus précisément, les États côtiers se disputent les îles et archipels présents dans cette mer. Mais alors, pourquoi se disputer des bouts de terres inhabités au beau milieu de l'océan ? Pour l'espace maritime auquel ils peuvent donner droit. En effet, la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer établit que les États côtiers ont droit à ce qu'on appelle une ZEE (Zone Économique Exclusive). En effet, ce traité qui régit le droit international maritime définit cet espace comme la délimitation marine d'un pays, à l'intérieur duquel un pays possède l'exclusivité de l'exploitation des ressources. Cet espace maritime s'étend sur 200 milles marins à partir de la côte (soit environ 370km)⁶.

Ainsi, les pays revendiquent leur souveraineté sur ces îles, les États cherchent à acquérir une ZEE plus grande, puisqu'elle utiliserait la côte de l'île pour calculer les 200 milles marins d'espace.



Les revendications chinoises

La carte ci-contre représente les diverses revendications des pays en mer de Chine méridionale¹. Les principaux motifs de dispute se concentrent autour des archipels des Paracels, et des Spratleys. Comme on peut le constater, la quasi-totalité de la mer est revendiquée par la Chine, qui a établi dans les années 1940 une « ligne en neuf traits » (illustré ici par la ligne verte), représentant l'ensemble de ses revendications en mer de Chine méridionale.

Cependant, ces revendications sont largement contestées par les autres pays riverains, tels que les Philippines, qui avancent l'argument que les îlots des Spratleys (au sud, *Spratly* sur la carte) ne seraient pas qualifiables d'îles, mais bien de rochers au sens de la Convention des Nations Unies. Sans cette qualification d'île, les Spratleys ne donnent pas droit à une quelconque ZEE à l'État qui les revendique. De plus, l'article 121 de cette Convention précise bien que pour être considérée comme une île, l'étendue de terre entourée d'eau doit « rester découverte à marée haute », autrement dit, ne doit jamais être submergée à cause de la marée⁷.

Sur la base de cette définition, les Philippines ont saisi le Tribunal sur le Droit de la Mer (organe juridique responsable du règlement des différends concernant le droit de la mer), qui rendit son verdict en 2016. Selon le Tribunal, les Spratleys ne constituent pas une île au sens de la Convention, et ne donnent, par conséquent, pas droit à une ZEE⁸.

Cependant, malgré la proclamation de cette sentence par le Tribunal, la Chine semble ignorer la décision et continue ses activités dans la région, notamment en entreprenant des travaux de construction afin de transformer certains récifs en îles artificielles⁹.

Des tensions géopolitiques mondiales

Bien que ces tensions soient propres à un contexte régional, d'autres pays du monde s'y sont retrouvés impliqués. Les États-Unis, par exemple, se livrent régulièrement à des « opérations de liberté de navigation », dont le but est de maintenir le statut international de certaines zones maritimes en y naviguant pour y exercer leur droit de transit inoffensif, et la liberté de navigation¹⁰. Les États-Unis ont donc envoyé une partie de leur flotte militaire dans ces eaux, non pas pour combattre, mais uniquement pour s'assurer que les différents pays revendiquant des eaux ne leur appartenant pas.

Ainsi, depuis 2016, plusieurs de ces opérations se sont livrées au sein de la mer de Chine méridionale, et à proximité des revendications chinoises. Il s'agit là d'un moyen pour les États-Unis de contester les revendications maritimes jugées excessives en réaffirmant le caractère international de ces eaux¹¹. À titre d'exemple, le porte-avion nucléaire étasunien *USS Abraham Lincoln* a été déployé dans le cadre de l'une de ces opérations¹².

Liens externes :

1. [Les conflits en mer de Chine méridionale](#)
2. [How Much Trade Transits the South China Sea?](#)
3. [Comprendre les tensions en mer de Chine méridionale](#)
4. [Pourquoi la Chine trace-t-elle une ligne en pointillé au milieu de la mer de Chine méridionale ?](#)
5. [En mer de Chine, Pékin a découvert 100 milliards de mètres cubes de gaz: de quoi enflammer la région](#)
6. [Zone économique exclusive \(ZEE\)](#)
7. [Convention des Nations Unies sur le Droit de la mer, article 121](#)
8. [Carte à la une. En mer de Chine méridionale, le jeu politique de l'interprétation du droit de la mer](#)
9. [La Chine construit une île artificielle dans une zone disputée – Courrier International](#)
10. [Les opérations FONOPS](#)
11. [Freedom of Navigation in the South China Sea: A Practical Guide](#)
12. [La mission discrète du super-porte-avions USS Abraham Lincoln dans les eaux revendiquées par la Chine](#)
13. [Mer de Chine méridionale : état des lieux d'une poudrière](#)